



ÉVÉNEMENT

ÉLÈVE BLANQUER, AU TABLEAU !

Emmanuel Macron a confié à un "professionnel de la profession" la mission de la dernière chance : bousculer les totems de notre système éducatif. **Laïcité, sécurité, programmes, redoublement...** Nous avons fait juger ses réformes par ceux qui font l'école.

PAR LOUIS HAUSALTER

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur



A chaque campagne présidentielle, c'est le même refrain. Pour les prétendants à l'Élysée, l'école est forcément une « priorité », « la mère des batailles », là où « tout se joue ». Emmanuel Macron n'échappe pas à la règle, lui qui, dans son programme en faisait « le combat premier », promettant « une école qui garantit la réussite de tous et l'excellence de chacun ». Les Français croient-ils encore à ces belles phrases ? Pensent-ils seulement qu'un gouvernement puisse redresser un système scolaire dont l'état est plus préoccupant que jamais ? Que ce soit en maîtrise de la langue, en mathématiques ou en sciences, les évaluations et les comparaisons internationales ne cessent de pointer le décrochage du niveau des élèves hexagonaux, tandis que les inégalités de notre école sont de plus en plus criantes. C'est la double peine : ni excellence, ni égalité des chances.

La dernière décennie ne plaide par pour l'optimisme. Sous Nicolas Sarkozy, l'Éducation nationale a subi la logique comptable des suppressions de postes, principale boussole d'un président peu préoccupé par le fond du sujet. Sous François Hollande, la « refondation » de l'école menée à grand renfort d'« interdisciplinarité », de marginalisation des langues anciennes et de réécriture polémique des programmes a troublé un peu plus une communauté éducative qui réclamait plutôt un cap clair. Sans compter le casse-tête des rythmes scolaires, une réforme assouplie dès la rentrée 2017 par le nouveau gouvernement.

En s'attaquant à ce qui ressemble – hélas – à une mission de la dernière chance, Emmanuel Macron a introduit une première rupture. Là où le ministère de l'Éducation nationale était souvent confié à des politiques peu au fait du dossier, Emmanuel Macron a nommé un spécialiste rue de Grenelle. Jean-Michel Blanquer connaît par cœur ce ministère où il a occupé plusieurs postes clés. Cela ne l'empêche pas de faire de la politique : l'homme joue auprès de l'opinion publique le doux air du retour aux fondamentaux, tout en se posant en réformateur hardi.

IL Y A URGENCE !

Mais, justement, au-delà des (nombreuses) déclarations de ce ministre qui cherche à éteindre la querelle des anciens et des modernes, où en est son action ? Certaines mesures ont vu le jour dès les premiers mois, comme le dédoublement des classes de CP dans les réseaux d'éducation prioritaires ou le dispositif « devoirs faits ». Ont-elles vraiment changé les choses sur le terrain ? D'autres réformes viennent d'être engagées, telles que celle, délicate, du lycée et du bac : répondent-elles aux attentes des principaux intéressés ? Jean-Michel Blanquer veut interdire les portables dans les établissements scolaires et y promouvoir la musique : bonnes intuitions ou mesures gadgets ? *Marianne* passe au crible les chantiers de l'école pour établir un premier point d'étape. Car, si l'éducation est un sujet du temps long, parents, enseignants et tous les Français soucieux des générations futures se retrouveront sur ce constat : il y a urgence ! ■

**L'HOMME JOUE AUPRÈS DE L'OPINION
PUBLIQUE LE DOUX AIR DU RETOUR
AUX FONDAMENTAUX, TOUT EN SE
POSANT EN RÉFORMATEUR HARDI.**